

Index AI : PRE01/210/2013
01 May 2013

L'Arabie saoudite cherche à mettre fin aux activités d'une nouvelle organisation de défense des droits humains

Les quatre membres fondateurs d'un nouveau groupe de défense des droits humains en Arabie saoudite font actuellement l'objet d'interrogatoires et de manœuvres d'intimidation alors qu'ils essayent de promouvoir leur organisation, a déclaré Amnesty International.

Les quatre hommes à l'origine de l'Union pour les droits humains – une organisation indépendante créée fin mars 2013 – ont récemment été convoqués par les autorités saoudiennes pour être questionnés. Celles-ci les ont menacés de les soumettre à d'autres interrogatoires. Ils risquent d'être placés en détention à tout moment.

Abdullah Modhi al Attawi, Mohammad Aeid al Otaibi, Abdullah Faisal al Harbi et Mohammad Abdullah al Otaibi ont été accusés d'avoir fondé et promu une organisation non autorisée, et d'avoir lancé des sites internet sans autorisation.

« Aucune des charges retenues contre ces quatre hommes n'est relative à une infraction reconnue par le droit international, a déclaré Philip Luther, directeur du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord d'Amnesty International. Les autorités ont pris des mesures à leur encontre au moment même où ils ont voulu enregistrer officiellement leur organisation. Les autorités saoudiennes doivent mettre fin à cette répression, supprimer les obstacles arbitraires empêchant l'enregistrement de l'organisation, et permettre aux militants de poursuivre leur travail légitime de défense des droits humains. »

Il n'existe aucune loi claire relative à la création d'organisations non gouvernementales dans la législation saoudienne.

Le 1^{er} avril, Abdullah Modhi al Attawi, Mohammad Aeid al Otaibi, Abdullah Faisal al Harbi et Mohammad Abdullah al Otaibi ont officiellement informé les autorités saoudiennes de la création de l'Union pour les droits humains et leur ont demandé leur autorisation. Celles-ci n'ont pas donné suite pendant environ un mois, avant de finalement les contacter séparément entre le 28 et le 30 avril, et de les convoquer pour interrogatoire au Bureau chargé des enquêtes et des poursuites.

La déclaration de création de l'ONG fixe plusieurs objectifs, notamment « diffuser et défendre la culture des droits humains, faire respecter ses principes et ses valeurs, et promouvoir la Déclaration universelle des droits de l'homme », et « renforcer le rôle des femmes en matière de participation à la vie politique et d'activités sociales, dans le respect de la charia [loi islamique] ».

L'Union pour les droits humains vise également à « mettre fin à la peine de mort comme punition » et à « atteindre ses objectifs en usant de tous les moyens légitimes, en ayant recours à la justice lorsque cela est nécessaire et en instaurant l'état de droit ».

Tous les membres fondateurs de cette ONG sont des militants, dont le plus célèbre est Mohammad

Abdullah al Otaibi. Celui-ci a été arrêté le 1^{er} janvier 2009 après avoir participé à des manifestations organisées pour dénoncer les homicides de Palestiniens lors de l'opération Plomb durci, menée par Israël dans la bande de Gaza entre fin 2008 et début 2009. Il a par la suite été déclaré coupable et condamné à trois ans de prison.

Ses trois collègues luttent depuis longtemps en faveur des droits humains et de l'environnement, et eux aussi ont été incarcérés en raison de leurs activités militantes. L'un d'eux, ancien agent de sécurité dans une unité antiterroriste, a fini par démissionner pour contester les pratiques des forces de sécurité, qu'il considérait comme inhumaines.

Depuis mars 2013, les quatre hommes ont assisté aux procès d'autres éminents militants en leur qualité de représentants de l'Union pour les droits humains, et rédigé des rapports et des déclarations publiques au sujet des atteintes aux droits fondamentaux perpétrées en Arabie saoudite.

Ils ont notamment observé et commenté le procès et la détention d'Abdulkareem Yousef al Khoder et de Muhammad Saleh al Bajady, cofondateurs de l'Organisation saoudienne des droits civils et politiques, une ONG indépendante de défense des droits humains.

« La façon dont les fondateurs de l'Union pour les droits humains sont traités est particulièrement choquante au vu des efforts que ceux-ci ont fourni pour discuter de manière constructive avec les autorités, sans tenir des propos que ces dernières pourraient considérer comme provocants, a déclaré Philip Luther.

« Ces événements illustrent le mépris et l'intolérance dont les autorités saoudiennes font depuis longtemps preuve à l'égard des organisations indépendantes. Nous les appelons une nouvelle fois à mettre fin à ce harcèlement, à relâcher les prisonniers d'opinion – y compris Abdulkareem Yousef al Khoder et Muhammad Saleh al Bajady – et à permettre aux défenseurs des droits humains de continuer leur travail légitime. »